



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SOMME

Direction des affaires juridiques et de
l'administration locale

Bureau de l'administration générale et de l'utilité
publique

Installations classées pour la protection de
l'environnement

commune de Domqueur
société PIERRE BOINET

A R R Ê T É du 03 FEV. 2017

Le Préfet de la Somme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment le livre V de la partie législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2006-646 du 31 mai 2006 modifiant la nomenclature des installations classées, et notamment pour la rubrique 2925 ;

Vu le décret n°2010-367 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées et ouvrant certaines rubriques au régime de l'enregistrement, notamment pour les rubriques 1510, 1530 et 2663 ;

Vu le décret du 2 juillet 2012 nommant Monsieur Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 nommant Monsieur Philippe DE MESTER, Préfet de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 avril 1986 autorisant le SIVOM du Nouvion en Ponthieu à exploiter sur le territoire de la commune de DOMQUEUR, au lieu-dit « Le Buhéron », une décharge contrôlée d'ordures ménagères ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 avril 2011 actualisant les activités du site et les prescriptions applicables au site ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 janvier 2017 portant délégation de signature de Monsieur Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le récépissé de changement en date du 24 février 1987 aux termes duquel le SIVOM de Ailly le Haut Clocher se substitue au SIVOM de Nouvion en Ponthieu ;

Vu le dossier de cessation d'activité adressé par l'exploitant au Préfet de la Somme par lettre du 31 octobre 2012,

Vu la demande de modification des valeurs limites d'émission des rejets de la torchère, adressée par l'exploitant au Préfet de la Somme par lettre du 31 mai 2013,

Vu l'information relative au changement d'adresse du siège social, adressée par l'exploitant au Préfet de la Somme par courriel du 29 février 2016,

Vu le rapport et les propositions en date du 6 décembre 2016 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis en date du 20 décembre 2016 du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques (C.O.D.E.R.S.T.) au cours duquel le demandeur a eu la possibilité d'être entendu ;

Vu le projet d'arrêté porté le 9 janvier 2017 à la connaissance du demandeur ;

Considérant que le suivi post-exploitation du site sis à DOMQUEUR, lieu-dit « Le Buhéron », par la société Pierre BOINET nécessite d'être encadré par des prescriptions complémentaires,

Considérant que les rejets de la torchère du site sis à DOMQUEUR, lieu-dit « Le Buhéron », par la société Pierre BOINET nécessite d'être encadré par des prescriptions complémentaires,

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture du département de la Somme ;

ARRÊTE

Titre 1 – Généralités

Article 1^{er} – Objet

Les dispositions du présent arrêté s'imposent à la société PIERRE BOINET, dont le siège social est situé 17, rue de Copenhague – Espace Européen de l'Entreprise – 67300 SCHILTIGHEIM pour le suivi post-exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux sise à DOMQUEUR, au lieu-dit « Le Buhéron », dont l'exploitation a cessé le 15 juin 2012.

Article 2 – Conformité

Les installations sont disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant le 31 octobre 2012. En tout état de cause, elles respectent les dispositions du présent arrêté et les réglementations en vigueur. Les dispositions du présent arrêté se substituent aux prescriptions des arrêtés préfectoraux du 17 avril 1986 et du 20 avril 2011 qui leur seraient contraires.

Article 3 – Accès au site

La clôture existante, réalisée en matériaux résistants et incombustibles d'une hauteur de 2 mètres, est maintenue en état en permanence, afin d'empêcher l'accès au site. Par ailleurs, le portail d'accès reste fermé à clef en dehors de la présence de personnel de l'entreprise pour les rondes de surveillance, la surveillance des installations de gestion des eaux pluviales, lixiviats, biogaz et autres, et les prélèvements effectués dans le cadre des prescriptions prévues par le présent arrêté.

Article 4 – Surveillance du site

Le contrôle du site, l'entretien des espaces verts, des plans d'eau, des fossés, des clôtures et le réglage de l'ensemble des installations concourant à la surveillance et au maintien de la sécurité du site sont assurés par l'exploitant.

Article 5 – Garanties financières

Le montant total des garanties financières à constituer calculé selon la méthode forfaitaire globale s'élève à :

Période	Montant (HT)
Années 2016 à 2018	1 486 493 €
Années 2019 à 2028	1 114 870 €
Année 2029	1 103 721 €
Année 2030	1 092 684 €
Année 2031	1 081 757 €
Année 2032	1 070 939 €
Année 2033	1 060 230 €
Année 2034	1 049 628 €
Année 2035	1 039 132 €
Année 2036	1 028 741 €
Année 2037	1 018 454 €
Année 2038	1 008 269 €
Année 2039	998 186 €
Année 2040	988 204 €
Année 2041	988 222 €
Année 2042	978 340 €
Année 2043	968 557 €

Le calcul a été effectué pour un indice TP01 de 636,8 (février 2010)

L'obligation de garanties financières est levée à la fin de la période de suivi post-exploitation.

Titre 2 – Dispositions techniques

Article 6 – Gestion des lixiviats

6.1 – Aménagements

Les lixiviats issus du massif de déchets sont collectés puis acheminés gravitairement vers un bassin de stockage étanches de 4 000 m³.

Ils sont éliminés dans des installations autorisées à recevoir.

La dilution des effluents est interdite afin de ne pas constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est ainsi interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par toutes dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets de lixiviats, y compris après traitement éventuel, sont interdits.

Le bassin de stockage des lixiviats est maintenu et entretenu.

6.2 – Traitement

Le traitement des lixiviats est réalisé dans une ou plusieurs installations différentes, externes au site et aptes à les traiter. Chacune des installations à qui l'exploitant prévoit de confier en vue de leur traitement les lixiviats produits par son établissement sont autorisée par arrêté préfectoral à traiter ces déchets.

Article 7 – Gestion des eaux pluviales

7.1 - Aménagements

Les eaux de ruissellement internes au site, non susceptibles d'être entrées en contact avec des déchets, sont recueillies dans un bassin assurant la rétention et la décantation de ces eaux avant rejet dans le milieu naturel. Ces eaux sont dirigées vers un bassin de stockage étanche de 2 100 m³, dont 500 m³ disponible en permanence en fond de bassin et destinés à la réserve d'eau pour combattre un éventuel incendie.

Un débourbeur – déshuileur est installé avant le bassin de stockage. Le point de rejet au milieu naturel, est la sortie du bassin de stockage des eaux de ruissellement intérieures au site qui se déverse dans une tranchée d'infiltration, à l'extérieur du site.

Ces ouvrages sont entretenus régulièrement et, a minima, pour le débourbeur-déshuileur une fois par an. Les pièces justificatives de cet entretien sont conservées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 3 années consécutives.

7.2 - Rejets

Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Ils sont aménagés de manière à réduire autant que possible les perturbations apportées au milieu récepteur aux abords du point de rejet.

Le point de rejet est aménagé de façon à permettre les prises d'échantillons aux fins d'analyses.

Caractéristiques du point de rejet :

Localisation	Sortie bassin de stockage étanche des eaux de ruissellement intérieures au site
Nature des effluents	Eaux de ruissellement intérieures au site
Exutoire de rejet	Tranchée d'infiltration
Débit d'infiltration	18 m ³ /h
Traitement avant rejet	Pour les eaux de voiries, transit via un séparateur à hydrocarbures - décanteur autorisant un débit maximal de 20 l/s

7.2.1 - Caractéristiques des rejets

Les effluents rejetés sont exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,

- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents respectent également les caractéristiques suivantes :

- Température < 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5

7.2.2 - Suivi analytique

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux de ruissellement interne dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies ci-dessous, après analyse du pH et de la conductivité :

Paramètre (norme applicable)	Concentrations maximales instantanées (mg/l)
MEST (NFT 90-105)	<ul style="list-style-type: none"> – 100 lorsque le flux journalier est inférieur à 15 kg/j – 35 dans le cas contraire
DBO5 (NFT 90-103)	30
DCO (NFT 90-101)	125
Hydrocarbures totaux (NFT 90-114)	5

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Article 8 – Gestion du biogaz

8.1 - Captage du biogaz

Tous les casiers sont équipés d'un système de drainage des gaz de décomposition des déchets.

Ce système collecte les gaz issus de tous les niveaux de la masse des déchets enfouis.

Il est constitué :

- de puits verticaux pénétrant largement dans la masse de déchets, qui ont été surélevés au fur et à mesure du comblement des alvéoles constitutives des casiers
- d'un dispositif de mise en dépression de la tête des puits verticaux. Ce dispositif assurera l'étanchéité de l'aspiration recherchée du biogaz et doit empêcher toutes fuites en cas d'arrêt de la mise en dépression.

8.2 - Collecte du biogaz

Le biogaz extrait des puits cités ci-dessus est transporté par des réseaux de canalisations aboutissant à une unité de destruction (torchère).

Les canalisations :

- sont réalisées en matériaux résistant aux efforts internes et externes de toutes natures auxquels elles sont susceptibles d'être confrontées durant toute la durée de leur exploitation ; elles résistent notamment à la corrosion due au biogaz et aux vapeurs qu'elles transportent,
- sont dotées de dispositifs de purge des condensats aux points bas,
- sont sectionnables par des vannes judicieusement réparties sur les têtes de puits et sur les réseaux.

8.3 - Conception de la torchère

Elle respecte les dispositions suivantes :

- flamme non apparente,
- rallumage automatique,
- combustion totale des gaz avant sortie du tube de flamme,

- vanne d'arrêt du gaz à fermeture rapide et automatique ou commandée à distance pour tout défaut de fonctionnement,
- dispositif d'arrêt de flamme,
- mesure en continu de la température des gaz de combustion,
- régulation automatique de la combustion,
- température minimale de combustion de 900°C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde, mesurée en continu avec système d'enregistrement,
- débit du biogaz suivi en continu.

8.4 - Surveillance des rejets de la torchère

Les résultats de mesures sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, à savoir 273°K,

101,3 kPa, teneur en O₂ de 11 % sur gaz sec.

Ils respectent en permanence les valeurs limites suivantes en concentration et en flux :

Paramètres	Concentration instantanée maximale (en mg/Nm ³)	Flux maximal (en g/h)
Sox en équivalent SO ₂	-	4000
Nox en équivalent NO ₂	80	240
CO	150	450
HCl	1	3
HF	1	3

Titre 3 – Suivi

Article 9 – Suivi

9.1 – Programme de suivi

Pour toute partie couverte, un programme de suivi est prévu pour une période minimale de trente ans à compter de la date de cessation d'activité, à savoir le 15 juin 2012.

Celui-ci comporte, a minima, les investigations suivantes et les contrôles prévus par le présent arrêté :

- collecte et traitement en continu des lixiviats et du biogaz durant toute la période de production,
- entretien du site (fossés, couverture végétale, clôture, écrans végétaux, puits de contrôle, débourbeur – déshuileur, bassins de récupération des lixiviats et des eaux de ruissellement, piézomètres de contrôle de la qualité des eaux souterraines, ...),
- observations géotechniques du site avec contrôle du tassement des déchets à partir des repères topographiques installés sur le site,
- observations géotechniques du site avec contrôle de la digue en terre dans la partie sud à partir d'inclinomètres et de bornes topographiques disposés régulièrement le long de la digue, réalisées par un géotechnicien .

Cinq ans après le démarrage de ce programme, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un mémoire sur l'état du site, accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale.

9.2 – Arrêt du suivi

Au moins six mois avant le terme de la période de suivi évoqué ci-dessus, l'exploitant adresse au Préfet un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer, dès la fin de la période de suivi, la mise en sécurité du site.

Au vu de ces documents, si leur contenu est jugé suffisant au regard des prescriptions applicables au site, l'inspection des installations classées procède à une visite des installations pour s'assurer que leur remise en état est conforme aux prescriptions des différents arrêtés préfectoraux relatifs au site.

Le rapport de visite établi par l'inspection des installations classées est adressé par le Préfet à l'exploitant et aux maires de la commune de DOMQUEUR. Sur la base de ce rapport, le Préfet consulte le maire de la commune précitée sur l'opportunité de lever les obligations de garanties financières auxquelles est assujéti l'exploitant.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Le Préfet détermine ensuite par arrêté complémentaire, sur proposition de l'inspection des installations classées, eu égard aux dangers et inconvénients résiduels de l'installation, la date à laquelle peuvent être levées, en tout ou partie, les garanties financières. Il peut également décider de la révision des servitudes d'utilité publique instaurées sur le site.

Article 10 – Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus par le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, à tout moment, la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols, ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

Article 11 – Autosurveillance

11.1 – Mesures

Afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder, au moins une fois par an, aux prélèvements, mesures et analyses demandés dans le cadre du présent arrêté par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'environnement).

11.2 – Transmission des résultats de mesures

Les résultats des mesures réglementaires des rejets d'eaux pluviales prévues à l'article 9 ci-après sont saisis sur le site de télé déclaration (GIDAF) du Ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet, et sont transmis par voie électronique avant la fin du mois suivant la date de réception des résultats d'analyses, avec les commentaires utiles sur les éventuels écarts par rapport aux valeurs limites et sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, dans les champs prévus à cet effet par le logiciel.

Si l'exploitant n'est pas en mesure d'utiliser la transmission électronique via le site GIDAF susvisé, il est tenu dans ce cas de transmettre par écrit avant la fin du mois suivant la date de réception des résultats d'analyses à l'inspection des installations classées un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses réglementaires. Ce rapport devra traiter au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts) et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance ...) ainsi que de leur efficacité.

En ce qui concerne les autres mesures et analyses prescrites par le présent arrêté, un état récapitulatif des résultats est adressé au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation à l'inspection des installations classées, accompagnés, en tant que de besoin, de commentaires sur les causes de dépassements constatés, ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

11.3 – Autosurveillance des lixiviats

La qualité des lixiviats produits fait l'objet d'un suivi semestriel. Les paramètres devant faire l'objet d'un suivi analytique sont, a minima, les suivants :

- détermination du volume produit
- MEST (matières en suspension totales)
- DCO (demande chimique en oxygène)
- DBO₅ (demande biochimique en oxygène)
- Hydrocarbures totaux

11.4 – Autosurveillance des rejets aqueux

Les eaux de ruissellement internes au site font l'objet de la détermination de leur volume ainsi que d'un suivi systématique avant rejet du pH et de la conductivité.

En outre, l'exploitant procède à des analyses semestrielles sur les paramètres MEST (matières en suspension totales), DCO (demande chimique en oxygène), DBO₅ (demande biochimique en oxygène) et Hydrocarbures totaux.

11.5 – Autosurveillance du biogaz et de la torchère

L'exploitant procède à des analyses de la composition du biogaz capté dans son installation, semestriellement en ce qui concerne la teneur en débit, CH₄, CO₂, O₂, H₂S, H₂ et H₂O.

Les émissions de SO₂, NO₂, CO, HCl et HF, issues du dispositif de combustion, font l'objet d'une campagne annuelle d'analyses.

Article 12 – Bilan hydrique

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte les informations suivantes :

- Quantité de pluie,
- Température,
- Ensoleillement,
- Humidité relative de l'air,
- Direction et force du vent,
- Hauteur d'eau dans les puits,
- Quantités d'effluents rejetés.

Au moins une fois par an, il établit un bilan.

Les données météorologiques nécessaires, à défaut d'instrumentation sur le site, sont collectées auprès de la station météorologique la plus proche.

Article 13 – Eaux souterraines

13.1 – Réseau de surveillance

L'exploitant exerce un suivi de la qualité des eaux souterraines circulant sous le site à partir d'un réseau de contrôle constitué comme suit :

- PZ1 (coordonnées WGS 84 : N50°05.904' - E2°01.606') - en aval

- PZ2 (coordonnées WGS 84 : N50°05.884' - E2°01.450') - en aval
- PZ3 (coordonnées WGS 84 : N50°05.971' - E2°02.022') - en amont

Ce réseau de surveillance est installé conformément au plan joint en annexe au présent arrêté.

Les piézomètres, réalisés conformément à la norme AFNOR FD X 31-614 ou équivalent, font l'objet d'un nivellement des têtes et être protégés efficacement contre les chocs de toute nature. Les têtes de piézomètres sont maintenues cadenassées en dehors des périodes de prélèvements.

13.2 – Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Les prélèvements d'échantillons sont effectués conformément au document AFNOR FD X 31-615 de décembre 2000 ou équivalent.

Ils ont lieu la même semaine dans tous les piézomètres, deux fois par an minimum, en période de hautes et basses eaux et s'accompagnent d'un relevé piézométrique et d'une analyse des paramètres suivants :

Température	DCO	Cr	CN
Conductivité	DBO	Cd	Hydrocarbures totaux
pH	Pb	AOX	Potentiel d'oxydo-réduction
F	Phosphore	Hg	Benzène
NTK	NO2	NO3	NH4+
MES	Phénols	As	HAP
COT	Métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe et Al)	PCB	

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé suivant un protocole identique dans le temps. Les résultats sont comparés aux qualités des eaux de nappes destinées à l'alimentation en eau potable.

Les niveaux d'eau sont mesurés dans chacun des puits de contrôle à chaque prélèvement. Cette mesure permet, entre autres, de vérifier le sens d'écoulement des eaux souterraines au moment du prélèvement. Elle se fait sur des points nivelés.

Pour chaque puits, les résultats d'analyses sont consignés dans des tableaux de suivi comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, résultats d'analyses, ...).

L'exploitant fait parvenir la synthèse des résultats de mesure obtenus au titre du présent article à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception, accompagnée de ses commentaires éventuels sur l'évolution des ou de certains paramètres.

12.3 – Entretien des piézomètres

La réfection et l'entretien des piézomètres sont réalisés aussi souvent que nécessaire. Toute anomalie décelée lors de prélèvements sera signalée et donnera lieu à des investigations approfondies qui feront l'objet d'un rapport écrit transmis à l'inspection des installations classées.

Article 14 – Bilan annuel

L'exploitant établit un rapport annuel de surveillance du site qu'il transmet à l'inspection des installations classées avant le 30 avril de l'année n + 1.

Ce rapport comprend un récapitulatif des points suivants :

- sécurité générale (y compris le suivi de la stabilité de la digue en terre) et entretien du site,
- suivi des eaux souterraines,
- suivi des eaux de surface,
- suivi du biogaz,
- suivi des lixiviats,
- comptes rendus des visites régulières.

Le contenu du programme de suivi pourra être revu à l'issue du suivi quinquennal ou sur demande de l'administration.

ARTICLE 7. NOTIFICATION ET PUBLICITÉ DE L'ARRÊTÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie de Domqueur, par les soins du maire. Une copie de l'arrêté sera par ailleurs déposée à la mairie de Domqueur pour être tenue à la disposition du public.

Procès-verbal de l'accomplissement des mesures de publicité lui incombant sera dressé par les soins du maire de la commune.

Un extrait de l'arrêté sera affiché en permanence de façon visible sur l'ancien site d'exploitation par les soins de bénéficiaire de l'arrêté.

Un avis rappelant la délivrance du présent arrêté sera, par ailleurs, inséré par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux.

ARTICLE 8. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux articles L.171-11 et L.514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée par l'exploitant à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, en application de l'article R.514-3-1 du même code.

ARTICLE 9. EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet d'Abbeville, le maire de la commune de Domqueur, le directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Hauts-de-France, l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Pierre Boinet et dont une copie sera adressée :

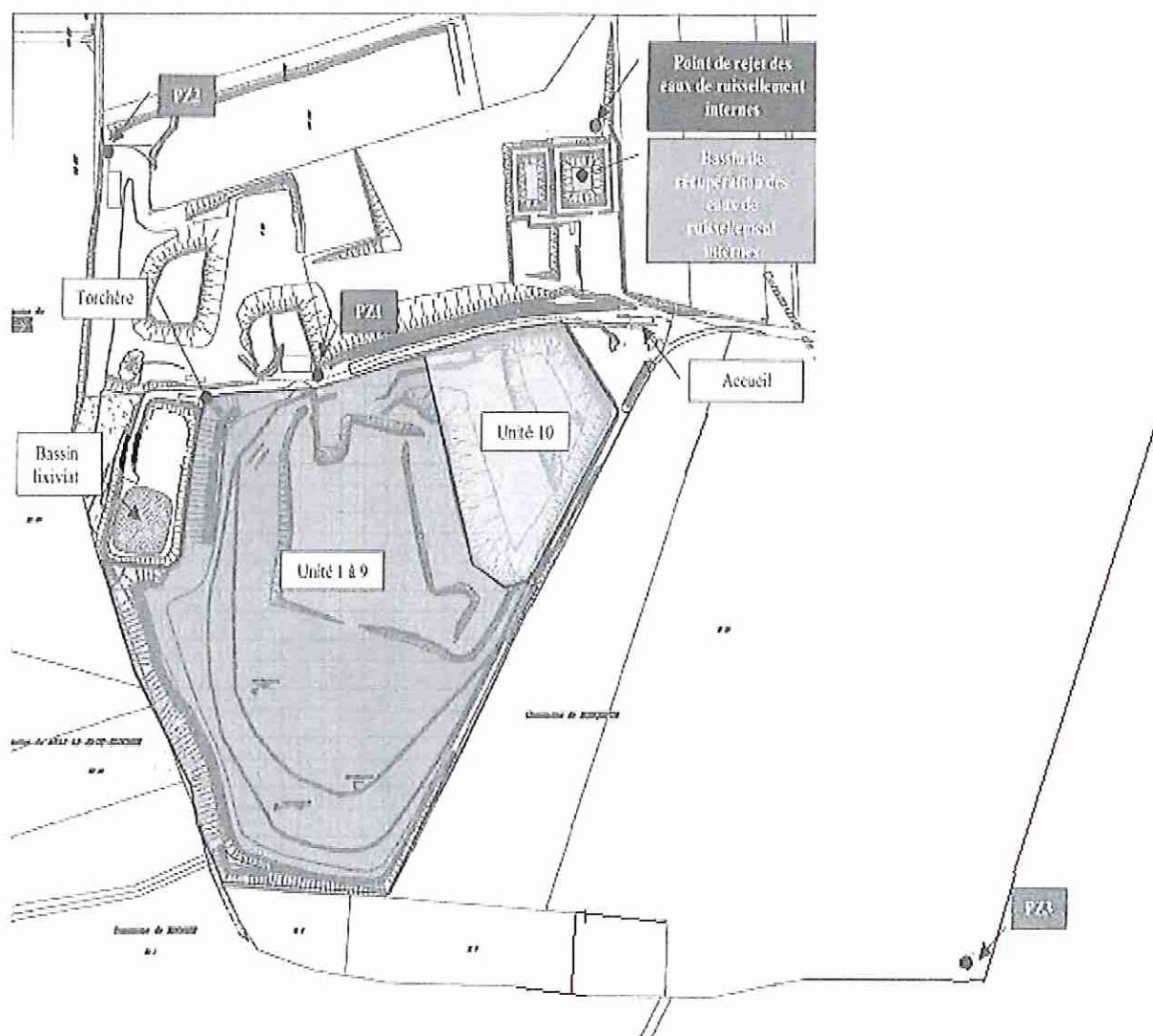
- au directeur départemental des territoires et de la mer de la Somme,
- au directeur général de l'Agence Régionale de Santé,
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Somme,
- au directeur de l'agence de l'eau Artois Picardie,
- au chef du service interministériel de défense et de protection civiles
- au président du conseil départemental de la Somme

Amiens, le 03 FEV. 2017

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Jean-Charles GERAY

Annexe : Plan de l'ISDND de Domqueur présentant les installations présentes sur le site pour le suivi post-exploitation



03 FEV. 2017

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral du
Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Jean-Charles GERAY